

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE  
PORTANT TRANSFERT D'AGRÉMENT  
A LA SARL ROMMEL RECYCLAGE VALORISATION  
COMMUNE DE NOGENT LE ROI  
N° ICPE : 0010000156  
N° AGREMENT : PR 2800007D**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de l'environnement, notamment les titres I et IV de son livre V ;

**VU** les articles L. 513-1, R. 512-31 et R. 515-37 du Code de l'environnement

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN préfet d'Eure-et-Loir ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des véhicules hors d'usage ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 modifié par l'arrêté du 14 avril 2020 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> mars 1977 autorisant Monsieur Jean DUHEM à exploiter un dépôt de ferrailles et carcasses de véhicules hors d'usage ;

**VU** le récépissé du 21 juillet 1998 de la déclaration de changement d'exploitant du 11 juillet 1998 au profit des Etablissements ROMMEL Jean-Denis ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 janvier 2007 portant agrément des Etablissements ROMMEL Jean-Denis pour l'exploitation d'installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (« démolisseur ») ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2013 portant agrément des Etablissements ROMMEL Jean-Denis pour l'exploitation d'installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (« démolisseur ») ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 août 2019 portant changement d'exploitant et renouvellement de l'agrément n°PR 28 00007 D au profit de la société ROMMEL RECYCLAGE pour son installation exploitée sur la commune de Nogent-le-Roi ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°89-2024 du 3 octobre 2024 portant délégation de signature au profit de Mme Agnès BONJEAN, secrétaire générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

**VU** la demande de transfert d'agrément du 1<sup>er</sup> octobre 2024 de la société ROMMEL RECYCLAGE au profit de la SARL ROMMEL RECYCLAGE VALORISATION ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 30 octobre 2024 ;

**VU** la communication du projet d'arrêté faite au gérant de la SARL ROMMEL RECYCLAGE VALORISATION le 04 novembre 2024 ;

**VU** le courriel de l'exploitant du 07 novembre 2024 ;

**CONSIDERANT** que les installations précédemment exploitées par la société ROMMEL RECYCLAGE ne sont pas modifiées ;

**CONSIDERANT** que la société ROMMEL Jean-Denis a cédé l'exploitation de son entreprise à son fils ROMMEL Bruno dirigeant de la société ROMMEL RECYCLAGE par courrier du 25 février 2019 ;

**CONSIDERANT** que Bruno ROMMEL a créé la SARL ROMMEL RECYCLAGE VALORISATION en remplacement de la société ROMMEL Jean-Denis le 17/03/2021 et que cette société a commencé son activité le 01/04/2022 ;

**CONSIDERANT** que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant et que celui-ci n'a formulé aucune observation ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'en prendre acte ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

La société ROMMEL RECYCLAGE VALORISATION (SIRET 89525040500019) est agréée, pour ses installations situées Zone industrielle Les Sorettes sur le territoire de la commune de Nogent-le-Roi pour l'exploitation d'un centre VHU sous le numéro PR 28 00007 D ("CENTRE VHU").

### **Article 2**

La société ROMMEL RECYCLAGE VALORISATION est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article 1 du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

### **Article 3**

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès sa notification.

### **Article 4 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans :

- 1) Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article **L. 181-3** du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la **publication de la décision sur le site internet de la préfecture** .

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télé recours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

## **B – Recours administratif**

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois :

- recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté - place de la République – 28019 CHARTRES Cedex,
- recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées - Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia - 92055 La Défense CEDEX.

Tout recours (excepté le télé recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. La notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

## **Article 5 – Notification – Publicité**

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 4 mois.
- 3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire.

## **Article 6 – Exécution**

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le

**15 NOV 2024**

Le Préfet  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale



**Agnès BONJEAN**

